

L'application de la Fondation disponible sur [Appstore](#) et [Google Play](#)

L'équipe de la Lettre souhaite à tous ses lecteurs de bonnes vacances et leur donne rendez-vous le lundi 31 août.

La fracture démocratique européenne



L'Union européenne est-elle perçue comme un espace démocratique ? Le fonctionnement de ses institutions est-il vécu comme performant ? Quelle place y a-t-il pour des corps intermédiaires dans cette définition nouvelle de la démocratie européenne ? La fracture démocratique entre le monde politique et les citoyens est plus que jamais au cœur du débat public. Peur de déclassement, sentiment de mise à l'écart vis-à-vis des lieux de

pouvoir et de ceux qui les occupent : force est de constater qu'un climat de défiance règne désormais au sein de la société civile européenne. Le désamour de l'Europe n'est pourtant pas inéluctable. Des solutions sont à trouver, afin de susciter une nouvelle énergie citoyenne, une adhésion renouvelée à la cause européenne et au projet de société qu'elle porte. Il s'agit ainsi de concilier performance économique et performance sociale.

[Lire la suite](#)

Sommaire

Grèce : Prêt/UE - Emploi/Croissance - Réformes - Vote/Parlements - Remaniement - Banques - Eurogroupe - FMI **Diplomatie** : Iran/Nucléaire - Conseil - Syrie **Commission** : Union/Energie - UE/USA - Energie/Infrastructures **Parlement** : Protection/Données **Conseil** : Économie/Finances - Agriculture/Pêche - Justice/Intérieur - Eurogroupe **BCE** : Grèce **Agences européennes** : CERN - Europol/TVA - Aviation **Allemagne** : Europe **Chypre** : Juncker/Visite **Espagne** : Immigration **France** : Europe **Pologne** : Fonds/UE **Royaume-Uni** : Investissement/UE - Égalité **Macédoine** : Accord politique **Ukraine** : Constitution - Royaume-Uni **Eurostat** : Commerce - Inflation **Etudes/Rapports** : Travail - BCE **Culture** : Festival/Nyon - Jazz/Marcjac - Festival/Bayreuth - Expo/Paris - Festival/Sziget - Festival/Chaise-Dieu

[Agenda](#) | [Autres versions](#) | [Contact](#)

Grèce :

Prêt d'assistance financière de court terme à la Grèce



Le 14 juillet, la Commission a publié une proposition portant sur un prêt d'assistance financière de court terme à la Grèce, d'un montant de 7 milliards €, dont la maturité maximum serait de 3 mois et qui serait mis en oeuvre dans le cadre du mécanisme européen de stabilisation financière. Le 17 juillet, le Conseil a approuvé ce prêt. Ce dernier se verra réalisé en deux étapes et permettra à la Grèce de rembourser ses arriérés au FMI et à la Banque de Grèce ainsi que son échéance financière à la Banque centrale européenne. Ce prêt assure ainsi l'intérim avant le lancement du troisième plan d'aide à Athènes qui interviendra dans le cadre du Mécanisme européen de stabilité. En outre, un mécanisme spécifique a été mis en place afin d'assurer que les pays non-membres de la zone euro ne courent aucun risque en cas de non remboursement de ce prêt de court terme par la Grèce... [Lire la suite](#)

"Plan pour l'emploi et la croissance" en Grèce



Le 15 juillet et en respect de l'accord obtenu lors du sommet de la zone euro des 12 et 13 juillet derniers, la Commission européenne a dévoilé son "Plan pour l'emploi et la croissance" destiné à soutenir une reprise de la croissance économique en Grèce. Le plan mobilisera 35 milliards € en soutien de l'économie hellène, via une utilisation optimale des fonds et programmes européens, et constitue une des contreparties aux réformes qu'Athènes s'est engagé à accomplir. Ce plan met en place notamment des conditions exceptionnelles de co-financement dans le cadre des fonds européens, pour les acteurs grecs, pour les périodes 2007-2013 et 2014-2020. En outre, un Groupe de haut-niveau placé sous la supervision du Vice-Président de la Commission Valdis Dombrovskis, a pour mission d'accompagner les autorités grecques, afin de s'assurer que la Grèce bénéficie de manière optimale des fonds et programmes européens. Le Fonds européen pour les investissements stratégiques sera également mobilisé... [Lire la suite](#)

La Vouli adopte les premières réformes prévues par l'accord du sommet de la zone euro



Le 16 juillet, le Parlement grec a adopté la première série de réformes (hausse de la TVA, mesures sur les retraites, adoption d'une règle d'or budgétaire) prévue par l'accord obtenu lors du sommet de la zone euro des 12 et 13 juillet derniers. La Vouli s'est prononcée par 229 voix pour, tandis que 64 députés ont voté contre (dont 32 du parti Syriza) et 6 députés se sont abstenus. Ces réformes demeurent la première contrepartie exigée par les pays de la zone euro afin de pouvoir débiter la phase de négociation sur un troisième plan d'aide pour Athènes... [Lire la suite](#)

Les parlements nationaux votent pour le plan d'aide à la Grèce



L'Assemblée nationale française a voté le projet d'accord sur la dette grecque, le 15 juillet, par 412 voix, contre 69. Au Sénat, la majorité a été de 260 voix contre 23. Le 16 juillet, l'Edukunsta finlandaise a donné son accord à un financement temporaire de l'UE pour la Grèce et à la négociation d'un plan d'aide de la zone euro. Ce feu vert a été accordé par la Grande commission du Parlement, instance de 25 députés compétente sur la question, par 16 voix, contre 4 et 5 abstentions. Le même jour, le gouvernement estonien a remis une proposition au Comité des Affaires européennes du Riigikogu (parlement) afin d'adopter une position sur la situation grecque. Le 17 juillet, le Bundestag, chambre basse du Parlement allemand, a voté par 439 voix, contre 119 et 40 abstentions le mandat de négociation au gouvernement. Le vote a été précédé d'un discours d'Angela Merkel, qui a expliqué qu'il faut absolument maintenir la Grèce dans l'euro ou ce serait "le chaos". Le Riksdag suédois a donné le même jour son feu vert au prêt d'urgence : "La commission des Affaires européennes a donné son accord". Au sein de la commission, les deux partis de gouvernement, sociaux-démocrates et verts, et les quatre de l'opposition de centre-droit ont voté pour, tandis que le parti de gauche et les Démocrates de Suède ont voté contre. Le Parlement autrichien, réuni en session plénière extraordinaire, a approuvé, le 17 juillet, la négociation d'un nouveau plan d'aide à la Grèce par les pays de la zone euro. Le mandat a été accordé à la majorité simple par les partis social-démocrate (SPÖ) et chrétien-démocrate (ÖVP) de la grande coalition gauche-droite au pouvoir, sans les voix des partis d'opposition d'extrême droite et écologiste... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#) | [Autre lien](#) | [Autre lien](#) | [Autre lien](#) | [Autre lien](#) | [Autre lien](#)

Démissions et mécontentements dans le parti du Premier ministre grec



Après les démissions du ministre des finances, Yanis Varoufakis, le 6 juillet, le Premier ministre Alexis Tsipras a fait face à de nouvelles démissions : la ministre adjointe aux Finances, Nadia Valavani, et le secrétaire général du même ministère, Manos Manousakis, ont démissionné le 15 juillet, avant le vote au Parlement qui, le 16 juillet, a approuvé le premier paquet de mesures exigées par la zone euro en contrepartie du déblocage d'un 3^e plan d'aide à la Grèce. Le 17 juillet, Alexis Tsipras a annoncé un remaniement ministériel comprenant une dizaine de changements de portefeuille dont le départ du ministre de l'énergie, Panagiotis Lafazanis. Avec ce remaniement, Alexis Tsipras décide donc de ne pas répondre aux pressions européennes qui lui demandaient de fonder une nouvelle coalition avec des partis de l'opposition, et notamment avec le parti centriste To Potami... [Lire la suite](#)

Réouverture des banques grecques



effectif... [Lire la suite](#)

L'Eurogroupe donne son accord pour un troisième plan d'aide à la Grèce



Le 16 juillet, à la suite de l'adoption par le Parlement grec des premières réformes prévues par l'accord des chefs d'État et de gouvernement de la zone euro des 12 et 13 juillet derniers, l'Eurogroupe s'est entendu sur une décision de principe quant au lancement d'un nouveau plan d'aide à la Grèce d'une durée de trois ans et qui sera mis en oeuvre par l'intermédiaire du Mécanisme européen de stabilité. La formalisation de cette décision interviendra après la procédure prévue à cet effet et dépendra également du respect par la Grèce de ses autres engagements. Ainsi, le 17 juillet, une décision formelle du Conseil des gouverneurs du Mécanisme européen de stabilité (MES) a invité les institutions à négocier un mémorandum d'entente avec la Grèce, condition nécessaire pour le versement du troisième plan d'aide à Athènes... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Le FMI estime que la dette grecque est "totalement non viable"



Le FMI a publié un rapport, le 14 juillet, estimant que la zone euro doit aller "bien plus loin" que prévu pour alléger la dette de la Grèce et pourrait même être contrainte d'en effacer une partie. Selon le FMI, la dette grecque est "totalement non viable" et approchera 200% du PIB dans "les deux prochaines années", contre environ 175% actuellement. Trois options sont proposées par le FMI : étendre de 10 à 30 ans le "délai de grâce" pendant lequel la Grèce n'aurait pas à rembourser sa dette ; établir des "transferts annuels" de fonds à la Grèce ; un "effacement de dette" pur et simple... [Lire la suite](#)

Diplomatie :

Accord sur le nucléaire iranien



Le 14 juillet, après plusieurs prolongations des négociations, l'Iran et les pays du "E3+3" (Etats-Unis, Russie, Chine, France, Royaume-Uni et Allemagne) sont parvenus à un compromis sur le nucléaire. Réunis à Vienne, les parties prenantes se sont accordées sur un document d'une centaine de pages, composé d'un texte principal et de cinq annexes, et dont les grandes lignes concernent la limitation de l'enrichissement d'uranium, la limitation de la production de plutonium, le renforcement des inspections, la levée des sanctions dirigées contre l'Iran et le maintien de l'embargo sur l'armement. Avec cet accord, les pays du "E3+3" entendent s'assurer que l'Iran ne puisse fabriquer une arme atomique au cours des prochaines années. A la suite de cet accord, l'Union européenne a en conséquence décidé de lever ses sanctions pour 6 mois. La levée des sanctions internationales contre l'Iran, en vigueur depuis 2006 et renforcées en 2012 par les Etats-Unis et l'Union européenne, va relancer une économie en crise. Cependant, cette reprise mettra plusieurs mois à se dessiner... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Premières conclusions du Conseil Affaires étrangères



Le 20 juillet, les 28 ministres des affaires étrangères ont évoqué la diplomatie relative à l'énergie et au climat et la question migratoire. Ils ont adopté aussi des conclusions sur le Pakistan, le Mali, l'Afghanistan et la République centrafricaine. Les ministres doivent également tenir un débat sur l'Iran et l'accord obtenu le 14 juillet dernier, sur le processus de paix au Proche-Orient, ainsi que sur les événements terroristes intervenus en Tunisie le 26 juin et, dans ce cadre, de la contribution de l'Union européenne à la sécurité et au développement économique... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#) | [Autre lien](#) | [Autre lien](#) | [Autre lien](#) | [Autre lien](#)

Nouvelle aide humanitaire de l'UE pour faire face à la crise syrienne



Le 16 juillet, l'Union européenne a annoncé la mise à disposition d'une nouvelle aide humanitaire de 64 millions € en réponse à la crise syrienne. Cette nouvelle aide fait suite à des inquiétudes grandissantes concernant les déplacements de population en Syrie et dans les pays frontaliers. L'aide vise à répondre aux besoins en matière de santé, de nourriture, d'eau, d'assainissement et de protection des populations. Jusqu'à présent,

ce sont 3.7 milliards € qui ont été mobilisés par l'Union européenne et ses Etats membres pour palier la situation humanitaire en Syrie... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Commission :

Paquet de la Commission pour transformer le système énergétique européen



Le 15 juillet, la Commission européenne a présenté, dans le cadre de sa stratégie de l'Union de l'énergie, son paquet de propositions visant à transformer le système énergétique européen. Le paquet s'articule autour de quatre propositions visant respectivement à adapter le système européen d'échange de quotas d'émission afin de le faire concorder avec les objectifs environnementaux et énergétiques de l'Union européenne, à réviser l'étiquetage énergétique à des fins de clarté, à réorganiser le marché européen de l'électricité ainsi qu'à offrir une nouvelle donne pour les consommateurs en matière d'énergie. La réalisation de l'Union de l'énergie constitue une des dix priorités de la Commission Juncker... [Lire la suite](#)

10^e round des négociations sur l'accord commercial transatlantique



Du 13 au 17 juillet, s'est tenu à Bruxelles, le 10^e 'round' de négociations sur le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP) entre l'Union européenne et les États-Unis. Ce round de négociations est notamment intervenu après le vote par le Parlement européen le 8 juillet dernier d'une résolution sur le TTIP, dans laquelle il exprimait son soutien ainsi que ses conditions aux négociations. Les discussions se sont focalisées sur l'ensemble des sujets de négociation du partenariat : l'accès au marché avec une attention particulière sur les offres révisées sur les services, la coopération réglementaire et les législations notamment commerciales... [Lire la suite](#)

L'UE alloue 150 millions d'euros à des projets d'infrastructure énergétique



Le 14 juillet, les Etats membres se sont accordés sur la proposition de la Commission visant à allouer 150 millions € à des projets clés d'infrastructure énergétique. L'essentiel du soutien est destiné à des projets d'Europe centrale et du sud-est ainsi qu'à des projets de la région Baltique. Ce sont au total 20 projets qui ont été sélectionnés dans le cadre d'un appel à projets du programme Connecting Europe Facility ; projets qui permettront d'augmenter la sécurité énergétique des Etats membres, tout en contribuant à la réalisation d'un marché européen de l'énergie... [Lire la suite](#)

Parlement :

Compromis de la commission LIBE sur les données des passagers aériens (PNR)



Le 15 juillet, les députés européens de la commission des libertés civiles (LIBE) se sont accordés sur un compromis relatif à un projet de règles communautaires sur l'échange et la protection des données des passagers aériens (PNR), en provenance ou à destination du territoire de l'Union, ainsi que sur leur utilisation par les 28 Etats membres et Europol dans le cadre de la lutte contre le terrorisme et les infractions transnationales graves. Le texte a été adopté par 32 voix, contre 27. Le compromis obtenu prévoit que les données ne pourront être utilisées uniquement que pour prévenir et détecter ces infractions ainsi que pour mener des enquêtes et des poursuites à cet égard. En outre, des dispositions ont été introduites en matière de garanties sur la légalité de tout stockage, analyse, transfert et utilisation des données PNR. A la suite du vote, un mandat de négociation a été donné au rapporteur pour débiter les négociations en trilogue avec le Conseil et la Commission européenne ; le mandat a été approuvé par 36 voix, contre 14 et 8 abstentions... [Lire la suite](#)

Conseil :

Conclusions du Conseil Affaires économiques et financières



Le 14 juillet, les 28 ministres européens des finances ont échangé sur le programme de travail de la présidence luxembourgeoise, au sein duquel l'investissement occupera une place centrale. Ils ont également livré leurs opinions sur le "rapport des cinq présidents" visant à l'achèvement de l'Union économique et monétaire. Enfin, ils ont clôturé le semestre européen 2015. Dans ce cadre, ils ont fait des recommandations sur les politiques économiques, d'emploi et budgétaires des Etats membres. Ils ont publié une recommandation sur les politiques économiques de la zone euro. Les

recommandations concernent 26 des 28 Etats membres de l'Union européenne ; Chypre et la Grèce en sont exclus du fait des programmes d'ajustement macro-économique qui y sont actuellement menés... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Conclusions du Conseil Agriculture et pêche



Le 13 juillet, les ministres de l'agriculture et de la pêche, réunis à Bruxelles, ont pris note du programme de la présidence luxembourgeoise, notamment de l'importance de la notion de durabilité pour le développement de l'agriculture européenne, aux côtés de la dimension économique et sociale ainsi que des facteurs liés à la santé et l'environnement. Les ministres ont été informés par la Commission européenne d'une proposition de règlement relative à la possibilité pour les Etats membres de restreindre ou d'interdire sur leurs territoires l'utilisation de denrées alimentaires et d'aliments pour animaux génétiquement modifiés, suscitant certaines préoccupations. Enfin, ils ont pu analyser des informations sur l'évolution des marchés agricoles... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Conseil "Justice/Affaires intérieures"



Le 20 juillet, les 28 ministres de la Justice et de l'intérieur se réunissent pour évoquer les mesures de mise en oeuvre de l'agenda européen relatif aux migrations, et notamment les mesures de réinstallation et de relocalisation prévues par l'agenda. Ils doivent également adopter des conclusions sur la désignation de certains pays tiers comme pays d'origine sûrs, désignation entendue selon les dispositions de la directive sur les procédures d'asile... [Lire la suite](#)

Réélection de Jeroen Dijsselbloem à la tête de l'Eurogroupe



Les 19 ministres des Finances de la zone euro se sont réunis à Bruxelles pour une réunion de l'Eurogroupe, le 13 juillet. A l'inverse des précédentes, cette réunion ne fut pas consacrée uniquement à la Grèce, quand bien même les ministres ont eu un échange sur les mesures à mettre en oeuvre par Athènes pour obtenir une assistance financière de la part du Mécanisme européen de stabilité (MES), selon les dispositions de l'accord du même jour obtenu entre les chefs d'Etat et de gouvernement de la zone euro. L'Eurogroupe a également examiné la transposition des dispositions budgétaires du Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance dans les législations nationales. En outre, les ministres ont émis leur opinion sur le rapport des cinq présidents. Enfin, les ministres ont réélu à la présidence de l'Eurogroupe, Jeroen Dijsselbloem, pour un second mandat... [Lire la suite](#)

BCE :

Conseil des gouverneurs de la BCE



La Banque centrale européenne (BCE) a décidé de relever de 900 millions € sur une semaine le plafond des prêts d'urgence (ELA) accordés aux banques grecques, leur dernière source de financement, a annoncé le 16 juillet le président de la BCE, Mario Draghi. "Nous avons décidé de relever ELA" qui était plafonné depuis fin juin à près de 89 milliards €. La hausse de 900 millions € correspond à ce qu'avait demandé la Banque de Grèce pour ses banques. Par ailleurs, Mario Draghi a reconnu qu'il subsistait des interrogations sur "la volonté et la capacité" du gouvernement grec à mettre en oeuvre les réformes promises à ses créanciers en échange de financements. Il a toutefois estimé qu'il ne faisait aucun doute que la Grèce rembourserait l'institution monétaire, tout comme le Fonds monétaire international (FMI). "Le 20 juillet (date à laquelle la Grèce doit rembourser quelque 4,2 milliards € à la BCE), nous serons remboursés, ainsi que le FMI" a déclaré, lors d'une conférence de presse, Mario Draghi. Par ailleurs, la BCE a également décidé, dans le cadre de son Conseil des gouverneurs, de laisser inchangé le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement (0.05%) ainsi que les taux de la facilité de prêt marginal (0.30%) et de la facilité de dépôt (-0.20%)... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Agences européennes :

Le CERN révèle de nouvelles particules : les pentaquarks



Le CERN a annoncé le 14 juillet avoir découvert une catégorie de particules, les pentaquarks, dont l'existence était soupçonnée mais jamais vérifiée par les scientifiques. Le pentaquark "est composé de quarks, à savoir les constituants fondamentaux des protons et des neutrons, assemblés selon une configuration qui, en plus de cinquante ans de

recherches expérimentales, n'avait encore jamais été observée". "L'étude de ses propriétés pourrait nous permettre de mieux comprendre comment est constituée la matière ordinaire, c'est-à-dire les protons et les neutrons dont nous sommes tous composés"... [Lire la suite](#)

Fraude à la TVA : arrestations dans toute l'Europe



Plusieurs polices européennes ont arrêté, le 14 juillet, 14 personnes suspectées d'avoir organisé une fraude à la TVA pour plusieurs centaines de millions €, a annoncé Europol. Des arrestations ont été effectuées au Royaume-Uni, en Allemagne, en Pologne et dans d'autres pays dans le cadre de l'opération Vertigo 2, menée en collaboration avec l'organe européen de coordination judiciaire Eurojust. "Les responsables d'un réseau criminel responsable d'une fraude à hauteur d'environ 300 millions € en rentrées fiscales" ont été interceptés, selon une déclaration commune d'Europol et Eurojust dans leurs quartiers généraux de La Haye, aux Pays-Bas... [Lire la suite](#)

Recommandations de l'AESA en matière de sécurité aérienne



Le 17 juillet, la Commission a publié le rapport du groupe de travail de l'Agence européenne de la sécurité aérienne (AESA) sur le crash du vol 9525 de la compagnie Germanwings en mars dernier. Après avoir effectué une analyse des conclusions préliminaires de l'enquête sur l'accident ainsi qu'une vérification du caractère pertinent des règles communautaires en termes de sécurité et de sûreté aériennes, le groupe de travail de l'AESA a publié six recommandations afin d'améliorer majoritairement le contrôle exercé sur les membres d'équipage. Ces recommandations seront analysées par la Commission européenne, qui devra décider s'il convient en conséquence de prendre de nouvelles mesures en la matière... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Allemagne :

Interview d'Angela Merkel sur l'Europe



La Chancelière allemande Angela Merkel a accordé, le 19 juillet, une interview télévisée sur l'Europe. Elle s'est notamment exprimée sur la Grèce, avec laquelle il faut "négocier rapidement" en faisant tout pour que les négociations aboutissent mais en s'assurant que "ce que nous avons écrit soit mis en place". Elle a expliqué que l'Europe traverse des années difficiles mais que la reprise est là, notamment en Espagne, en Irlande et au Portugal, où la croissance repart. La Russie a été également un des thèmes abordés, notamment les sanctions. Enfin, la question des réfugiés et de leur répartition entre pays européens a été abordée. La Chancelière considère que la distribution entre Européens devrait être meilleure, mais que la question des critères demeurerait... [Lire la suite](#)

Chypre :

Visite de Jean-Claude Juncker à Chypre



Le Président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, s'est rendu à Chypre les 16 et 17 juillet. Cette visite constitue la première visite officielle du Président de la Commission européenne à un État membre depuis son accession à la présidence de l'institution communautaire. Lors de cette visite au cours de laquelle il a rencontré le président chypriote Nikos Anastasiades et le leader de la partie nord de l'île Mustafa Akinci. Il a pu échanger avec ces derniers sur l'économie du pays, sur les questions énergétiques ainsi que sur le progrès des pourparlers sur Chypre... [Lire la suite](#)

Espagne :

Participation de l'Espagne à l'opération européenne EURONAVFOR/MED



Le 15 juillet, la chambre basse du Parlement espagnol a approuvé la participation des Forces armées espagnoles à l'opération européenne EUNAVFOR MED, pour lutter contre les trafics d'immigration clandestine dans la mer Méditerranée par 301 voix, contre 1 et 14 abstentions... [Lire la suite](#)

France :

François Hollande prône un gouvernement économique et un Parlement de la zone

euro



Le 14 juillet, le Président français, François Hollande, s'est exprimé sur les négociations européennes qui se sont tenues avec la Grèce. Il est revenu sur la position de la France dans les négociations, les perspectives offertes par l'accord obtenu entre les chefs d'État et de gouvernement, ainsi que sur le rôle du couple franco-allemand dans les négociations. En outre, il a annoncé que la France, en collaboration avec l'Allemagne, prendrait des initiatives afin de voir l'établissement d'un gouvernement économique de la zone euro, doté d'un budget, et d'un Parlement dédié. Le 19 juillet, il a rendu hommage à Jacques Delors, citoyen d'honneur de l'Union européenne, à l'occasion de ses 90 ans. Le Président français a indiqué : "J'ai proposé de reprendre l'idée de Jacques Delors du gouvernement de la zone euro et d'y ajouter un budget spécifique ainsi qu'un Parlement pour en assurer le contrôle démocratique. Partager une monnaie, c'est bien plus que vouloir une convergence. C'est un choix que 19 pays ont fait parce que c'était leur intérêt. (...) Ce choix appelle une organisation renforcée et avec les pays qui en décideront, une avant-garde"... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Pologne :

Pologne : Adoption de la stratégie de développement



Le gouvernement polonais a adopté la Stratégie de développement pour la Pologne centrale. Cette stratégie doit être mise en place entre 2020-2030 et a pour but de renforcer la coopération entre les provinces de Mazowieckie et Łódzkie, ainsi que les relations entre les villes de Varsovie et Łódź. Cette stratégie supra-régionale comprend une intégration plus forte de l'innovation et de la connaissance entre ces régions, un réseau d'innovations médicales et pharmaceutiques. Le but est de développer les coopérations régionales, notamment sur les domaines scientifiques et culturels, ainsi qu'au niveau infrastructure et finalement de gestion intégrée des financements européens... [Lire la suite](#)

Royaume-Uni :

Participation du Royaume-Uni au fonds européen d'investissements stratégiques



Le 16 juillet, le Royaume-Uni a annoncé qu'il apportera une contribution à hauteur de 8.5 milliards € au Fonds européen pour les investissements stratégiques (FEIS). La contribution du Royaume-Uni, la plus importante de la part d'un État membre jusqu'à présent, représente la neuvième du genre, après l'Allemagne (8 milliards), la France (8 milliards), l'Italie (8 milliards), la Pologne (8 milliards), l'Espagne (1.5 milliard), la Slovaquie (800 millions), la Bulgarie (100 millions) et le Luxembourg (80 millions). Le FEIS constitue l'élément central du plan d'investissement de la Commission Juncker... [Lire la suite](#)

Egalité salariale entre les femmes et les hommes



Le 14 juillet, le Premier ministre britannique David Cameron s'est exprimé en faveur de la suppression de l'écart salarial entre les hommes et les femmes au Royaume-Uni. Pour cela il propose plusieurs solutions : chaque entreprise de plus de 250 salariés doit obligatoirement publier ses comptes et notamment la différence de paye moyenne entre les hommes et les femmes ; et le lancement d'une consultation destinée à étudier comment la régulation de l'écart salarial sera définie. Enfin, le Premier ministre s'est félicité que les entreprises du FTSE 100 aient atteint l'objectif fixé de 25 % de femmes aux postes de direction... [Lire la suite](#)

Macédoine :

Accord pour mettre fin à la crise politique



Le commissaire européen à l'Élargissement, Johannes Hahn, a annoncé le 15 juillet à Skopje un accord entre pouvoir et opposition pour sortir la Macédoine de la crise politique qui paralyse le pays depuis des mois. "Nous avons un accord signé par les quatre (principaux) partis et nous aurons des élections législatives anticipées" a-t-il déclaré. Les principaux partis macédoniens avaient conclu le 2 juin un accord sous la houlette de l'Union européenne, prévoyant l'organisation d'élections législatives anticipées avant la fin avril 2016, soit deux ans avant l'échéance constitutionnelle de quatre ans. En vertu de l'accord, le Premier ministre Nikola Gruevski et son gouvernement seront remplacés "à 100 jours des élections par un gouvernement de transition chargé d'organiser le scrutin" a expliqué le chef du gouvernement. "La crise politique est résolue, un nouveau Premier ministre de transition sera nommé, dans le cas présent

par notre parti (VMRO-DPMNE), à 100 jours des élections, c'est-à-dire à partir du 15 janvier et nous aurons des élections le 24 avril 2016", a déclaré M. Gruevski. Le principe d'un gouvernement de transition chargé d'organiser les scrutins en Macédoine sera appliqué systématiquement à l'avenir, a-t-il précisé... [Lire la suite](#)

Ukraine :

Le gouvernement ukrainien lance un projet de réformes constitutionnelles



Le gouvernement ukrainien a présenté un projet de réformes constitutionnelles au Parlement, le 16 juillet, afin de donner plus d'autonomie aux régions séparatistes. Controversée en Ukraine, cette réforme est soutenue par les puissances occidentales, qui y voient un moyen d'apaiser le conflit actuel. Les députés ukrainiens ont approuvé...

l'envoi à la Cour constitutionnelle du projet, nécessaire avant le vote au Parlement... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Visite du Premier ministre ukrainien au Royaume-Uni



Le Premier ministre ukrainien, Arseni Iatseniouk, était en visite officielle au Royaume-Uni le 15 juillet. Il a rencontré son homologue britannique, David Cameron, pour discuter de l'état des réformes en Ukraine, notamment de la dérégulation et de l'assistance que fournit le Royaume-Uni via le Fonds de Bonne Gouvernance. Les deux chefs de gouvernement ont ensuite discuté de la situation de crise dans l'est du pays et du besoin de mettre en place pleinement les accords de Minsk. Le gouvernement ukrainien remercie le soutien que fournit le Royaume-Uni, notamment dans l'envoi d'équipement non-létal... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#) | [Autre lien](#)

Eurostat :

Excédents commerciaux de la zone euro et de l'Union européenne en mai 2015



En mai 2015, la zone euro et l'Union européenne ont toutes deux enregistré un excédent de leurs commerces internationaux de biens, respectivement de 18.8 milliards € et de 6.3 milliards €, selon une étude publiée le 16 juillet par Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne... [Lire la suite](#)

Baisse des taux annuels d'inflation de la zone euro et de l'UE



En juin 2015, le taux d'inflation annuel de la zone euro s'est établi à 0.2% contre 0.3% en mai 2015, selon une étude publiée le 16 juillet par Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne. Sur la même période, le taux d'inflation annuel de l'Union européenne s'établit à 0.1%, contre 0.3%. Les taux annuels d'inflation les plus faibles ont été enregistrés à Chypre (-2.1%), en Grèce (-1.1%), en Roumanie (-0.9%) ainsi qu'en Slovénie (-0.9%). A l'inverse, les taux annuels d'inflation les plus significatifs ont été enregistrés à Malte (1.1%), en Autriche (1%), en Belgique (0.9%) et en République tchèque (0.9%)... [Lire la suite](#)

Etudes/Rapports :

Rapport de la Commission sur l'évolution du marché du travail dans l'UE



Le 17 juillet, la Commission européenne a publié son rapport relatif à la situation du marché du travail dans l'Union européenne. Le rapport indique une amélioration du marché du travail, cette dernière s'illustrant par une diminution du chômage et une progression des taux d'embauche. La relance progressive de l'économie européenne explique en partie cette amélioration. Cependant, malgré cette reprise, l'Union européenne compte, au premier trimestre 2015, 23,6 millions de chômeurs, dont 4.9% de longue durée. En outre, le rapport met en avant la nécessité d'un renforcement de l'économie par des actions publiques, tant du côté de la demande afin de favoriser la création d'emplois, que du côté de l'offre en matière d'accompagnement des chômeurs. Le rapport reconnaît néanmoins qu'un certain nombre de réformes ont été mises en oeuvre dans les Etats membres depuis 2008 afin d'améliorer la situation économique... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Publication des résultats de l'enquête sur le crédit bancaire

Le 14 juillet, la Banque centrale européenne a publié les résultats de son enquête trimestrielle sur le crédit bancaire, conduite entre les 9 et 24 juin auprès de 142 banques. L'enquête vise à une meilleure



compréhension des comportements de prêt dans la zone euro. Elle souligne quatre tendances comportementales des banques interrogées: une amélioration continue des standards de crédit pour les prêts aux entreprises ; une amélioration nette des standards pour les crédits immobiliers accordés aux ménages ; une amélioration dans la demande nette des prêts aux entreprises et des prêts immobiliers ; et l'utilisation de la liquidité additionnelle fournie par les TLTRO (targeted longer-term refinancing operations) pour accorder des prêts... [Lire la suite](#)

Culture :

Ouverture du Paléo Festival à Nyon



Jusqu'au 26 juillet, la ville de Nyon (Suisse) accueille le Paléo Festival. Avec 230 000 spectateurs attendus, plus de 230 concerts et spectacles répartis sur six scènes, le Paléo Festival est un événement musical majeur en Europe. A l'affiche cette année, Joan Baez, Patti Smith, Charlie Winston, David Guetta, Christine and the Queen, Ben Harper et d'autres encore... [Lire la suite](#)

Festival Jazz in Marciac



La 38e édition du festival de Jazz in Marciac se tient du 27 juillet au 16 août. Organisé depuis 1977, l'édition 2015 prévoit plus de 37 concerts sous le grand chapiteau, 30 dans la belle salle de L'Astrada, plus de 120 au festival Bis. Au programme cette année : Wynton Marsalis, Robin McKelle, George Clinton, Chick Corea, Mélody Gardot, Larry Carlton, Gilberto Gil, Zaz, dans un mélange de rythmes et de notes à déguster sans modération... [Lire la suite](#)

Festival de Bayreuth



La ville de Bayreuth, en Bavière, accueille, comme chaque année, son festival de musique et d'opéra sur le thème de Richard Wagner. C'est lui qui avait fondé le festival en 1876 et le Palais des festivals de la ville a gardé pour tradition de rééditer cet hommage au compositeur. Les 10 principaux opéras de Wagner y seront joués du 25 juillet au 28 août, tels que "Siegfried" ou "Tristan et Iseult". Ce festival attire de nombreux amateurs d'opéra, par la qualité des interprètes, mais également de Wagner ou de légendes germaniques (thèmes principaux des opéras de Wagner)... [Lire la suite](#)

Exposition "Beauté Congo" à Paris



La Fondation Cartier pour l'Art contemporain accueille jusqu'au 15 novembre une exposition de peinture de la République démocratique du Congo. Prenant pour point de départ la naissance de la peinture moderne au Congo dans les années 1920, cette exposition audacieuse retrace près d'un siècle de production artistique congolaise. La musique, la sculpture, la photographie et la bande dessinée seront également à l'honneur pour permettre au public de découvrir la diversité et la vivacité de la scène artistique de ce pays... [Lire la suite](#)

Festival de Sziget



Du 10 au 17 août, la ville de Budapest (Hongrie) accueille l'un des plus grands festivals musicaux en Europe, sur l'île d'Obuda au bord du Danube. Attendant près de 400 000 personnes cette année, il lui a été attribué le prix de Meilleur Grand Festival Européen des European Festival Awards en 2014. L'édition 2015 accueillera de nombreux artistes tels que Asaf Avidan, C2C, Limp Bizkit, Kasabian, Robbie Williams, Kings of Leon, Alt-J.... [Lire la suite](#)

Festival de la Chaise Dieu



La Chaise-Dieu accueille son festival annuel du 21 au 30 août, en coopération avec Radio France, qui diffuse une partie des concerts sur "France Musique". Ce festival rassemble essentiellement des orchestres de musique classique et propose des compositions de Ludwig Van Beethoven, Johann Sebastian Bach ou encore Domenico Scarlatti. Une soirée espagnole ou une reprise des thèmes

classiques sur un mode jazz sont au programme, ainsi que des ateliers pour les enfants... Lire la suite

L'Agenda :



20 juillet
Bruxelles
Conseil "Affaires étrangères"
Bruxelles
Conseil "Justice et affaires intérieures"



20 et 21 juillet
Luxembourg
Réunion informelle des ministres chargés de la compétitivité



22 juillet
Athènes
Vote du Parlement grec sur le 2e paquet de réformes



22 et 23 juillet
Luxembourg
Réunion informelle des ministres de l'environnement



23 et 24 juillet
Luxembourg
Réunion informelle du Conseil des affaires générales

La Lettre est également disponible dans les versions suivantes :



J'aime la Lettre de la Fondation Robert Schuman

Les rédacteurs de la Lettre :

Charles de Marcilly, Helen Levy ; Marion Attia, Leslie Biaggi, Romain Denninger,
Francesca Tortorella, Matthias Touillon

Rédacteur en chef : Charles de Marcilly
Directeur de la publication : Pascale Joannin

Contact / suggestion
info@robert-schuman.eu

La Fondation Robert Schuman, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique Giuliani.

Vous ne souhaitez plus recevoir nos lettres ? {LINK}